

ARRETE DU MAIRE
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

N°ST 2023_386

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande du 20 octobre 2023 par laquelle l'entreprise SAS JEAN REY, 12 rue Aymard Durivail, 38160 SAINT-MARCELLIN, représentée par Madame Elisabeth DEPARIS, demande l'autorisation de stationner un camion nacelle au droit du N°1 place Maloc le 30 octobre 2023, afin d'effectuer un remplacement de volets battants pour le compte de Madame FAVRE NOVEL,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités territoriales

VU le Code Général des Propriétés des Personnes publiques,

VU le Code de la Voirie routière,

VU le Code de la Route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

VU le Règlement de voirie communale,

VU l'état des lieux,

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux au N°1 place Maloc, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

A R R Ê T E

Article 1 - Autorisation : Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande le 30 octobre 2023 au droit du N°1 place Maloc, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 - Prescriptions techniques particulières : La circulation sera régulée par demi-chaussée par hommes fanions. Le stationnement des véhicules autres que ceux de l'entreprise sera interdit dans l'emprise du chantier.

Article 3 - Sécurité et signalisation : Le bénéficiaire devra signaler l'interdiction de stationner à l'aide de panneaux B6a1.

Article 4 - Redevance : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions fixées annuellement par délibération du Conseil Municipal (3,30 €/m²/semaine sur trottoir et 6,61 €/m²/semaine sur chaussée). Toute semaine entamée est due.

Article 5 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Marcellin. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 6 – Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 23 octobre 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

La Cheffe de service Espaces Publics
Gwenaëlle LAMY

